

Vulnérabilités environnementales et stratégies de survie urbaines en situation post-conflit en République Démocratique du Congo

Jean Rufin Munkuamo¹, B.A. Munzundu², C.I. Nsimanda², and D.E. Musibono²

¹Unité de Communication Environnementale, Faculté des Lettres, Université de Kinshasa, RD Congo

²Laboratoire ERGS, Département de l'Environnement, Faculté des Sciences, Université de Kinshasa, RD Congo

Copyright © 2015 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: In principle, african cities especially, those of countries in post-conflict conditions are under various socio-environmental threats of disappearance based on primary life indicators all in red light. Surprisingly, they are still alive. What are strategies maintaining such cities? What are main resilience strategies? Based on the Kinshasa (D R Congo) case of study, we conclude that main resilience strategies are related to the informal sector, and on "help yourself strategy". This paper describes in detail some of those strategies.

KEYWORDS: Resilience, survival, Least developed and indebted countries, Kinshasa, Strategies.

RESUME: Les villes africaines en général et celles des pays en situation Post-conflit en particulier sont potentiellement menacées de disparaître. Pourtant, elles subsistent en dépit des paramètres socio-économiques objectifs au rouge. Comment est-ce possible ? Quelles sont les stratégies de résilience ? En considérant la 3^{ème} mégapole africaine, Kinshasa (R D Congo) avec 10 millions d'habitants survit en dépit de divers pillages, des guerres récurrentes, du chômage généralisé et du niveau de pauvreté animalisant. Nos investigations ont montré que la dynamique sociocommunautaire des kinois (habitants de Kinshasa) a inventé plusieurs stratégies de survie. Celles-ci se résumant dans le développement du secteur informel. C'est l'article 15 ou débrouillardise. Cet article décrit quelques-unes de ces stratégies de résilience.

MOTS-CLEFS: Résilience, survie, PPTE, Kinshasa, Stratégies.

1 INTRODUCTION

Les pillages successifs et les conflits récurrents en République Démocratique de Congo (RDC) ont plongé le pays dans une situation de marasme socioéconomique et écologique généralisé. Comme résultante, le pays qui était 124^{ème} au Classement mondial pour son indice de développement humain en 1991, est passé à la 187^{ème} place sur 187 pays depuis 2011 et tend à y demeurer. Cette dégradation fulgurante devrait s'accompagner de la disparition de toute la population. Pourtant, la population augmente en moyenne de 3% chaque année (Musibono, 2009 ; UNEP, 2011). La croissance urbaine concerne toutes les villes africaines en position post-conflit ou non. Les bidonvilles avec un taux élevé d'enfants de rue et des vendeurs à la criée en sont une illustration éloquent. Ainsi, Dakar, Accra, Lagos, Kinshasa, Nairobi, Addis-Ababa, Kampala, Dar-es-Salam, Yaoundé, Libreville, etc. bien qu'en situation politique stable présente les mêmes inquiétudes existentielles que Kinshasa, capitale d'un pays post-conflit. Ceci expliquerait entre autres pourquoi l'Afrique bat tous les records négatifs des indicateurs de développement humain (PNUD, 2011).

La question fondamentale qu'il faut se poser est celle de savoir comment une population aussi clochardisée peut-elle rester encore en vie ? La réponse à cette question permet de déceler les stratégies de résilience utilisées par cette population urbaine et constitue ainsi l'essentiel de cet article.

La mégapole Kinshasa, avec plus ou moins 10 millions d'habitants, constitue notre principal site de l'étude. En effet, Kinshasa, la 3^{ème} plus grande ville d'Afrique après le Caire et Lagos, couvre une superficie de 9950 km² dont 3/5 de superficie périphérique rurale. L'essentiel de la population réside donc sur le 2/5 donnant ainsi l'image de trop-plein humain, avec une demande en biens et services toujours plus croissante que l'offre.

En considérant cinq des droits fondamentaux de l'homme ainsi que le droit à l'environnement sain et au partage équitable du bénéfice des ressources naturelles (RDC, Constitution, 2006), Kinshasa présente deux classes sociales diamétralement opposées : une minorité des richissimes qui a tout et une large majorité qui n'a rien : pas de classe moyenne. Les capacités de l'Etat à garantir une éducation et des soins de santé primaires gratuits à tous, offrir un logement décent et salubre, fournir une alimentation équilibrée ainsi qu'assurer un environnement sain à toute la communauté nationale sont quasi nulles, car très limitées par des conflits et guerres cycliques, la mal-gouvernance et l'amateurisme politique. Comment vivent alors les populations congolaises en général et celle de Kinshasa en particulier dans cet environnement précaire ?

2 MILIEU, MATÉRIEL ET MÉTHODES

Comme dit plus haut, pour répondre aux différentes questions posées, nous nous sommes intéressés à la Ville de Kinshasa, capitale de ce pays. Avec ses dix millions d'habitants, cette ville offre un dynamisme social très curieux. En effet, rien qu'à observer et à interroger la rue, l'on se rendra vite compte de la diversité des mécanismes de survie développés par les uns et les autres. Pour rappel, Kinshasa comprend 24 communes urbaines et sa périphérie. L'anatomie de la ville, du type colonial, comprend deux zones : le centre des affaires et les quartiers résidentiels populaires. Ainsi, chaque matin, la majorité de la population se déplace vers le centre presque au même moment et à partir de 15 heures, c'est le mouvement inverse (centre vers les cités résidentielles). D'où des longs embouteillages quotidiens vécus à ces heures de pointe. Il y a donc un problème de transport.

Cette ville en 1960, c'est-à-dire à l'indépendance, ne comptait que 400 000 habitants. La croissance quasi exponentielle qui a porté la population à environ 10.000.000 habitants, en 50 ans, a créé une pénurie en biens et services sociaux de base : accès à l'eau potable, accès à l'électricité, accès à l'école et à l'hôpital, les difficultés d'assainissement et d'alimentation, accès à un logement décent, etc. Les différents groupes ethniques ruraux ayant migré en ville ont malheureusement conservé leurs habitudes villageoises et la ville, au lieu d'être un milieu moderne après brassage sociologique et culturel, demeure un amalgame des cultures diverses, chacun perpétuant ses « valeurs » ancestrales. Ce qui rend la gouvernance de cet environnement spécial un casse-tête chinois.

Le matériel de l'étude est constitué de l'environnement socio-humain de Kinshasa dont les différents besoins essentiels sont les indicateurs objectivement vérifiables et les activités de survie identifiées constituent des stratégies de résilience. Il s'agit de transport terrestre, l'eau potable, énergie électrique, école, hôpital, alimentation, le revenu journalier/ épargne et logement, etc...

Les méthodes utilisées sont l'observation directe des acteurs urbains, l'entretien avec chaque catégorie afin de mieux comprendre le fonctionnement de la stratégie de survie utilisée et l'analyse sociale des éléments observés. Nous avons ainsi contacté aléatoirement dans la rue 50 vendeurs ambulants « dits *chailleurs* », 50 boutiquiers de coins de rue dits « *ligablos* » et 50 maraîchers/ jardiniers de parcelle. On pouvait étendre l'étude à d'autres catégories telles que 50 instituteurs, 50 fonctionnaires publics, 50 acteurs d'ONGs, 50 acteurs politiques, 50 familles de la Gombe (Centre-ville) et 50 familles de la périphérie. Afin de mieux cerner leurs vraies intentions, nous avons utilisé une conversation (entretien) libre, sans écrit. L'étude a duré 18 mois de janvier 2013 à Juin 2014. Les questions posées, après une brève introduction et une mise en confiance, étaient les suivantes :

1. Pourquoi exercez-vous ce travail ?
2. L'aimez-vous ?
3. Quelles sont des difficultés rencontrées ?
4. Avez-vous une qualification quelconque ?
5. Quels sont vos souhaits et recommandations ?

Les analyses statistiques ont lieu au Département des Mathématiques (Service du Professeur Mabela, co-auteur de cette publication).

3 RÉSULTATS ET DISCUSSIONS

Tableau 1- Réponses des vendeurs ambulants dits « chailleurs »

Questions	Réponses			Observation
Pourquoi exercez-vous ce travail ?	Pour survivre= 13	Par manque de travail = 34	Par amour de ce travail = 3	Seuls 6% travaillent par vocation ; 94% étant des opportunistes.
L'aimez-vous ?	Oui =15	Pas de choix = 28	Non = 7	30% aiment bien leur travail ; 70% le font par souci de survie.
Difficultés rencontrées ?	Trop épuisant =50	Vente aléatoire et recettes non garanties= 50	Pas de microcrédit =47	Presque 100% éprouvent des difficultés : épuisant, vente aléatoire et absence de microcrédit.
Niveau de qualification ?	Sans diplôme d'Etat= 11	Avec au moins 1 diplôme d'Etat ou certificat professionnel= 39		78% de diplômés sont dans ce travail de survie et 12 sont sans qualification (analphabètes).
Vos souhaits ?	L'Etat doit créer des entreprises pour nous engager= 50	L'Etat doit nous soutenir avec des crédits= 43	Abandonner ce travail épuisant = 47	94% souhaitent abandonner ce travail.

Tableau 2- Réponses de boutiquiers de coin dits « ligablo »

Questions	Réponses			Observation
Pourquoi exercez-vous ce travail ?	Pour survivre= 13	Par manque de travail = 34	Par amour de ce travail = 3	6% par vocation et 94% par souci de survie.
L'aimez-vous ?	Oui =15	Pas de choix = 28	Non = 7	30% aiment leur travail.
Difficultés rencontrées ?	Trop épuisant =50	Vente aléatoire et recettes non garanties= 50	Pas de microcrédit =47	100% éprouvent des difficultés comme pour les chailleurs.
Niveau de qualification ?	Sans diplôme d'Etat =0	Avec au moins 1 diplôme d'Etat ou certificat professionnel= 50		100% sont qualifiés.
Vos souhaits ?	L'Etat doit créer des entreprises pour nous engager= 50	L'Etat doit nous soutenir avec des crédits= 43	Abandonner ce travail épuisant = 47	100% souhaitent le soutien de l'Etat.

Les réponses des maraîchers aux 5 premières questions sont reprises dans le tableau 3. Rappelons que les données sur les maraîchers ont déjà fait l'objet d'une publication dans *Vertigo* par les mêmes auteurs (Musibono et al.2011). Nous les reprenons comme telles.

Tableau 3. Réponses relatives à la pratique du maraîchage dans la commune de Limete/ Kinshasa.

Questions	Réponses reçues		Observations
	OUI	NON	
Aimez-vous pratiquer le maraîchage ?	487 (97,4 %)	13 (2,6 %)	97,4% aiment le maraîchage
En êtes-vous satisfait ?	485 (97 %)	15 (3 %)	97% en sont satisfaits
Le revenu vous permet-il d'en vivre tout le mois ?	408 (81,6 %)	92 (18,4 %)	81,6% savent vivre du maraîchage.
Le revenu vous permet-il d'envoyer les enfants à l'école ?	341 (68,2 %)	159 (31,8 %)	68,2% savent envoyer leurs enfants à l'école.

Les résultats du Tableau 3 indiquent que la plupart des maraîchers aiment ce qu'ils font, soit 97,4 % (Question 1), tandis que 97 % en sont satisfaits. (Question 2). En ce qui concerne le revenu, il permet à 81,6 % de la population échantillonnée de vivre pendant un mois (Question 3), à 68,2 % d'envoyer les enfants à l'école (Question 4), d'assurer les soins de santé ordinaires, de payer le loyer mensuel. Malheureusement, seulement 5 % aimerait poursuivre cette activité (Question 5).

Le Tableau 4, ci-dessous comprend les réponses aux 2 dernières questions sur la motivation ou non à poursuivre le maraîchage.

Tableau 4. Justification des maraîchers sur les raisons pourquoi ils aimeraient poursuivre ou non cette activité.

Question	Réponses	Répondants (%)
Pourquoi aimeriez-vous ?	C'est parce que nos parents le faisaient ;	25 (5 %)
	Profession familiale ;	25 (5 %)
	On a l'argent à chaque vente ;	20 (4 %)
	On vit mieux que les fonctionnaires ;	10 (2 %)
Pourquoi n'aimeriez-vous pas poursuivre cette activité ?	Je n'ai pas étudié pour être maraîcher ; c'est le chômage qui m'y oblige ;	260 (52 %)
	Je le fais par nécessité, car il n'y a pas d'emplois et je suis fonctionnaire d'État ;	150 (30 %)
	Je le fais depuis les pillages de 1991 et 1993 à cause du chômage ;	255 (51 %)
	Je le fais parce que mon salaire ne me permet pas de vivre correctement ;	325 (65 %)
	Pas d'avenir quand on devient vieux.	197 (39,4 %)

Le Tableau 4 indique que le maraîchage urbain professionnel ne représente que 5 % de l'échantillon interrogé, 65 % le font pour arrondir les angles, tandis que 30 % sont des fonctionnaires. En fait, 475 maraîchers recensés, soit 95 %, le font par nécessité et opportunisme pour survivre dans un environnement de chômage et d'absence de salaire rémunérateur. Il s'agit bien d'une stratégie de résilience dans un environnement post-conflit au chômage exponentiel. Ces résultats déjà publiés dans Vertigo en Mai 2011 confirment les tendances dégagées par les *chailleurs* et les *ligablos*. Malheureusement, très peu des pratiquants de ces métiers de survie ne veulent en faire une profession ; ce qui confirme leur caractère opportuniste.

Les trois exemples analysés ne sont pas les seules stratégies de résilience, mais bien une illustration. Sinon, où classerait-on la mendicité et le mensonge flatteur, le « kuluna » (ou bandits de rue qui arrachent de force les biens d'autrui ; la prostitution juvénile, la corruption clinique qui a contaminé toutes les couches sociales (du sommet à la base), c'est-à-dire du décideur à l'exécutant, la prolifération d'ONGs mallettes, des églises vendeuses d'illusions et des partis politiques alimentaires, la dot marchande en lieu et place de la dot symbole, le monnayage des services, etc. Toutes les stratégies de résilience se résument en débrouillardise dans l'informel. Ces résultats confirment ceux d'autres auteurs (Musibono et al., 2011 ; Duchemin et al, 2010 ; Musibono, 2009 ; Paulus, 1999).

4 CONCLUSION ET SUGGESTIONS

La résilience urbaine est une réalité vivante en situation post-conflit ou de pauvreté extrême. Parmi de nombreuses stratégies de survie identifiées, seules trois ont été analysées pour une meilleure illustration de nos propos. Il s'agit de :

vendeurs de rue à la criée ou « chailleurs », les boutiques ou échoppes de coin dites ligablos, et le maraîchage urbain ou de parcelle.

Toutes ces stratégies relevant de l'informel constituent le système D ou la débrouillardise, communément appelée « Article 15 ». Toutes les villes d'Afrique subsaharienne fonctionnent sur ce système D. Les conflits ne font qu'en augmenter l'intensité. L'Etat devra recenser toutes les activités informelles, sélectionner les plus porteuses et réfléchir sur leur innovation. Par exemple, regrouper les *chailleurs* en une coopérative et leur octroyer des micro-crédits. Devenus financièrement sécurisés, l'Etat peut alors recouvrer ses taxes auprès d'eux pour des œuvres sociales. Ainsi tant que fonctionnera le cerveau humain, l'homme ne disparaîtra pas à cause des politiques toxiques qui gouvernent l'environnement mondial.

REFERENCES

- [1] Constitution de la R D Congo.2006. Constitution, Article 53. Journal Officiel de la R D Congo, 2006. Kinshasa.
- [2] Duchemin E., F. Wegmuller et A.M. Legault, 2010. Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers, Vertigo- la revue électronique en Sciences de l'Environnement, Volume 1, NO.2, en ligne : <http://vertigo.revues.org/10436>, Consulté le 10 Juillet 2013
- [3] Munkuamo R.G. 20013. Précarités urbaines et dérives éthiques à Kinshasa. Mémoire DEA. en Sciences de l'Environnement. UNIKIN. Kinshasa .
- [4] Musibono D.E., E.M. Biey, B.L. Iketsh, M.Kisangala, C.I. Nsimanda, B.A. Munzundu, M.Malembe, V. Kekolemba et J.J. Paulus, 2011. Agriculture urbaine comme réponse au chômage à Kinshasa, R D Congo. Vertigo- la revue électronique en Sciences de l'Environnement, Volume 11, NO.1, en ligne : <http://vertigo.revues.org/10818>, Consulté le 10 Juillet 2013.
- [5] Musibono D.E., 2009. La R D Congo face aux enjeux de la géostratégie des ressources naturelles. Ed . L'Harmattan, Paris, 136pp.
- [6] Musibono D.E., 2006. Du marasme d'un Etat squelette aux défis du développement durable. Ed. Chaire UNESCO, SADC-UNIKIN, Kinshasa, 186pp.
- [7] Paulus JJ., 1999. Jardins et élevages de parcelle, Rapport d'activités de l'ONG JEEP, Unikin, Kinshasa.
- [8] PNUD, 2011. Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, New York, 2011.
- [9] PNUE, 2011. Evaluation environnementale post-conflit en R D Congo, Rapport synthèse à l'attention des décideurs, Genève, 2011.